

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# « La Commission n'a pas à nous dicter ce que nous avons à faire ! »

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : mardi 4 juin 2013

---

Démocratie & Socialisme

---

C'est ce qu'a répondu François Hollande au président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, qui sommait le gouvernement français d'accélérer les « réformes structurelles », notamment celle des retraites. François Hollande précisait fort justement « *C'est à nous et à nous seuls de dire quel sera le bon chemin pour atteindre l'objectif* ».

La Commission exigeait « *d'adapter les règles d'indexation, les âges minimum et de taux plein, la période de contribution et les régimes spéciaux mais en évitant d'augmenter les contributions des employeurs* ». C'est tout le contraire qu'il faut faire si nous voulons préserver notre système de répartition. Les jeunes générations commencent à désespérer d'un système qui allonge sans cesse la durée de cotisation, diffère l'âge légal de départ en retraite, désindexe le montant des pensions de la hausse des prix. Ceux d'entre eux qui en ont le moyen se tourneront, malgré les risques, vers les retraites par capitalisation, les fonds de pension. Notre retraite par répartition sera alors encore plus fragilisée.

C'est, à l'opposé des préconisations de la Commission, en augmentant la part patronale des cotisations retraites que nos régimes de retraites pourront être durablement financés. Les dividendes versés aux actionnaires diminueront et la richesse sera mieux répartie.

La Commission prétend avoir « *accordé deux ans de répit* » à la France pour descendre son déficit public à 3 % de son PIB. Elle n'a rien accordé du tout mais n'a fait que s'incliner devant la réalité. La politique d'austérité provoquée par le calendrier de José Manuel Barroso a mené l'économie de notre pays à la récession. Notre dette publique, loin de diminuer, a augmenté de 87 milliards d'euros en 2012, passant de 85,9 % du PIB, fin 2011, à 90,2 %, fin 2012 !

Le TSCG a démontré sa nocivité partout en Europe. Notre pays doit prendre tout le temps qui lui sera nécessaire pour relancer sa croissance puis pour rééquilibrer ses comptes publics, dans les proportions qu'il jugera souhaitable et avec ses propres méthodes.